

régissant la production et la répartition des ressources. J'ai toujours pensé que dans un monde moderne, l'État civilisé devrait avoir pour objectif de développer autant que possible, une société égalitaire. Je ne veux pas conseiller ici la perfection; car, à vrai dire, même si c'était possible, ce ne serait pas souhaitable.

Il a été question de la nécessité de fournir des invitations. L'opposition officielle en a beaucoup parlé ce matin. Je reconnais qu'il faut accorder des stimulants qui inciteront les gens à entreprendre la formation longue et rigoureuse et les études nécessaires pour assumer les emplois les plus spécialisés dans notre société. Mais des encouragements servant simplement à inciter les gens à rechercher des moyens les plus profitables en matière de placements, nous amènent à l'état dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui où, en dépit d'un essor économique long et inégalé, le quart de notre population vit encore presque dans la pauvreté.

• (2.40 p.m.)

Un nombre considérable de gens vivent encore dans une situation pécuniaire pénible mais il faut paraît-il, leur infliger des impôts. Il y a encore les vieillards, les fonctionnaires retraités et les invalides qui vivent dans des conditions plus que médiocres, et notre système d'enseignement est exécrable, puisqu'il ne peut créer la puissance de production qu'il nous faudrait d'après le ministre des Finances.

Je propose donc que l'on ne consulte pas simplement les statistiques, car elles ne nous donnent pas le tableau véritable de notre société égalitaire. Il n'y est pas question de tout le revenu supplémentaire acquis par ceux qui vivent dans un état de prospérité. On n'y tient pas compte de ceux qui possèdent une maison de \$50,000 et, qui en retirent un revenu énorme parce qu'ils y habitent et profitent de son confort. Il n'existe aucune imposition fiscale là-dessus. Jusqu'à ce qu'un gouvernement ultérieur reconnaisse la nécessité de dissocier l'idée de subsistance de celle d'un rouage d'une grande machine de production, nous allons nous heurter sans cesse à cette difficulté. Nous allons continuer à développer notre économie jusqu'au moment où on nous dira qu'il y a inflation et que par conséquent, on ne peut fournir des pensions plus élevées aux vieillards ni l'enseignement nécessaire et que l'on ne peut abaisser l'impôt sur le revenu car on a besoin des recettes.

C'est parce que l'ensemble de notre société est axé sur la production des gains, sur la répartition inégale des richesses pour permettre aux propriétaires et exploitants des forces de production de notre société d'en tirer leur

[M. Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles.)]

tribut principal, et de nous laisser le reste. Si cette tendance continue, nous allons avoir plus de «rejets» à cause de l'évolution de la technique, mais il faudra trouver un moyen de répartir la richesse que l'automatisation et l'application des méthodes de cybernétique nous ont procuré. Voilà l'une des grandes occasions qui s'offrent à l'humanité, mais avec le genre de programme présenté par le ministre des Finances dans son budget, nous n'allons pas en profiter pas plus que des ressources qu'offre notre richesse et nous allons accroître la misère d'un nombre toujours croissant de gens.

M. l'Orateur suppléant (M. Rinfret): La Chambre doit se prononcer sur le sous-amendement.

[Français]

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, le soir où le ministre des Finances (M. Sharp) a présenté son budget, je n'ai pu m'empêcher de remarquer que le plus beau progrès qu'il y avait, dans la présentation du discours de ce budget, était le progrès réalisé par le ministre des Finances dans la façon dont il s'exprimait en français. Cela a été la plus belle amélioration, et je crois que les députés libéraux le reconnaîtront avec moi. En effet, c'était, à mon avis, la seule amélioration, car à part cela, ce fut un discours assez désappointant et assez rude.

Le ministre des Finances me faisait un peu penser au ministre des Finances d'un pays où on se plaindrait de ce que la population a augmenté et que l'on manque de chapeaux. Alors, on consulte des économistes. Le premier donne comme réponse: Eh bien, on va construire des usines qui vont fabriquer des chapeaux. Le deuxième économiste dit: Non on va couper des têtes. Comme cela, on ne manquera pas de chapeaux! C'est ce que le ministre des Finances a fait dans son budget de 1966. Il a coupé des têtes, il a réduit le nombre des travaux publics, il a demandé aux provinces d'en faire autant. Et, il a demandé aux industriels et aux manufacturiers de diminuer leurs investissements.

Tout progresse, mais l'homme ne sait plus quoi faire avec le progrès. Il y a trop de têtes: on coupe les têtes. On progresse trop, on cherche à restreindre le progrès!

Ce n'est pas comme cela, monsieur le président, que nous allons développer un pays. On ne développe jamais l'économie d'un pays où le pays lui-même en cherchant à restreindre son développement, mais plutôt en aidant ce développement.

Nous avons également pu remarquer que le ministre des Finances a ignoré un des importants problèmes auxquels il aura à faire